

**COMMUNE DE CORSEUL**  
**CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 12 NOVEMBRE 2025**

**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE DOUZE NOVEMBRE A 19 HEURES 45**  
**Le Conseil Municipal de la Commune de CORSEUL dûment convoqué, s'est réuni**  
**en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain JAN, Maire.**  
**Date de convocation du Conseil Municipal : 7 novembre 2025**

<b>PRÉSENTS :</b>	JAN Alain, BOUILLON Pascal, LUCAS Eliane, BERNARD Philippe, LANSIAUX-DESREAC Jessie, ROUILLÉ Allain, GUGUEN Jacques, BERTON Jean-Marc, ALLORY Rachel, JUBIN Christelle, HAMONIC Anne-Gaëlle, BRILLET Emilie, PORCHER Emeric, CHENU Moran, MERCIER Romain, BONENFANT Julien, PELLERIN Fanny, LEZOUR Manuella.
<b>ABSENTE EXCUSEE :</b>	LE LABOURIER Yolande,
<b>SECRÉTAIRES :</b>	BRILLET Emilie, LEZOUR Manuella

**En exercice : 19**

**Présents : 18**

**Votants : 18**

**COMPTE-RENDU DE SÉANCE**

**Le compte-rendu de la réunion du 8 octobre 2025 n'appelle aucune observation et est unanimement adopté.**

**Délibération n° CM/25-0701 – Voté à l'unanimité**

**OBJET : LAGUNE DE L'ANCIENNE STEP (STation d'EPuration)**

Le Maire rappelle à l'assemblée que Dinan Agglomération exerce la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis le 01/01/2018.

Il explique que depuis la mise en service de la nouvelle STEP de Corseul ("filère roseau"), la première lagune n'est plus utilisée pour l'assainissement collectif de la commune. Cette lagune, creusée à l'endroit où passait le cours d'eau, impacte son fonctionnement hydromorphologique.

Dans le cadre de sa mission GEMAPI, Dinan Agglomération se propose, à ses frais, de restaurer la zone humide originelle.

Cependant, cette lagune traverse 4 parcelles :

- La parcelle E292 n'est pas concernée par une décision communale,
- la parcelle E295 (1 900 m<sup>2</sup>) dont le propriétaire ne peut être contacté et pour laquelle la municipalité peut envisager de lancer une procédure de « bien sans maître » pour qu'elle revienne à terme à Dinan Agglomération si le conseil municipal ne s'y oppose pas.
- et les parcelles E908 (7 544 m<sup>2</sup>) et E293 (1 790 m<sup>2</sup>) dont la commune de Corseul est propriétaire.

Dinan Agglomération souhaiterait devenir propriétaire des parcelles communales E908 et E293 et propose au conseil municipal les 3 options suivantes :

- par cession à titre gratuit de la commune au profit de Dinan Agglomération
- à l'euro symbolique (l'avis des Services des Domaines est nécessaire à partir de 1 €)
- par achat après avis des Services des Domaines

### **Porté à connaissance auprès du conseil municipal :**

Une procédure de « bien sans maître » lancée par la municipalité concernant la parcelle E295 peut être envisagée. Dans le cas où cette procédure aboutirait, la parcelle pourrait être rétrocédée à l'EPCI sur délibération du Conseil municipal.

Il est demandé au conseil municipal de délibérer sur les 3 propositions de Dinan Agglomération ci-dessus énoncées concernant sa volonté de posséder en propriété les parcelles communales cadastrées E908 et E293 et d'autoriser le maire à lancer une procédure de « bien sans maître » concernant la parcelle E295.

Il est également demandé au conseil municipal d'autoriser Dinan Agglomération à débiter les travaux dès que les conditions seront remplies. Etant entendu que l'entièreté des dépenses sera prise en compte par Dinan Agglomération.

Après délibération, le conseil municipal décide :

- De céder à titre gratuit à Dinan Agglomération les parcelles E908 et E293
- D'autoriser le Maire le Maire à lancer une procédure de « bien sans maître » concernant la parcelle E295 et a pris note que dans le cas où cette procédure aboutirait, la parcelle pourrait être rétrocédée à l'EPCI sur délibération du Conseil municipal.
- D'autoriser Dinan Agglomération à débiter les travaux dès que les conditions seront remplies. Etant entendu que l'entièreté des dépenses sera prise en compte par Dinan Agglomération.
- D'autoriser le Maire à prendre toute mesure d'exécution et à signer tout document relatif à ce dossier.

**CORSEUL – Parcelle E908 – 7 544 m<sup>2</sup>**



**CORSEUL – Parcelle E293 – 1 790 m<sup>2</sup>**



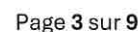
**CORSEUL – Parcelle E295 – 1 900 m<sup>2</sup> - Procédure bien sans maître**



### **Délibération n° CM/25-0702 – Voté à l'unanimité**

**OBJET : ACQUISITION D'UN BIEN PAR VOIE DE PRÉEMPTION URBAIN  
PARCELLES CADASTRÉES AB 85 (2 764 m<sup>2</sup>) ET AB 86 (3 060 m<sup>2</sup>)**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, R 213-4 et suivants, R 211-1 et suivants, et L 300-1,





**Délibération n° CM/25-0703 – Voté à l’unanimité**

**OBJET : SDE22/DINAN AGGLOMERATION : ECLAIRAGE PUBLIC ET BIODIVERSITE – CHARTE**

La charte éclairage Public et biodiversité est un outil permettant d’aider élus et techniciens à mieux adapter l’éclairage public dans son environnement.

La charte a été co-élaborée par Dinan Agglomération / l’association Cœur Emeraude partenaire technique, les élus des collectivités lauréates de l’appel à projet «Atlas de la biodiversité intercommunale » et le SDE22.

Elle définit des principes assortis d’un ensemble de préconisations afin de réduire les consommations et les dépenses énergétiques, de protéger l’environnement tout en maintenant la sécurité nocturne.

Il est rappelé que l’adhésion à la charte se fait en qualité de communes volontaires et précisé que fin 2023, 24 communes avaient fait le choix de l’adhésion.

Il est donc demandé au conseil municipal, après avoir pris connaissance de la charte « éclairage public et biodiversité », de bien vouloir se prononcer sur :

- L’approbation de la charte présentée et son adhésion
- D’autoriser le maire à signer la charte et faire toute démarche relative à ce dossier

Après délibération, le conseil municipal :

- Approuve et décide d’adhérer à la charte présentée et annexée à la présente délibération
- Autoriser le maire à signer la charte et faire toute démarche relative à ce dossier.

**Délibération n° CM/25-0704 – Voté à l’unanimité**

**OBJET : MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

- Vu le code général des collectivités territoriales
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Le Maire, rappelle à l’assemblée :

Conformément à l’article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Il informe l’assemblée qu’un agent est concerné par l’avancement de grade suivant : adjoint administratif principal 1ère classe, qu’il convient de créer et de présenter au tableau des effectifs.

Le tableau des effectifs est donc modifié par la création de grade comme suit :

Fonction	Grade	Catégorie	Filière	Quotité de temps de travail	Effectif budgétaire	Effectif pourvu	Statut
Secrétaire polyvalente	Adjoint administratif principal 1ère classe	C	Administrative	35	1	1	Titulaire

**Délibération n° CM/25-0705 – Voté à l'unanimité**

**OBJET : Création de postes non permanents – Année 2026**

- **Pour un accroissement temporaire d'activité**
- **Pour un accroissement saisonnier d'activité**

**Le Maire informe l'assemblée délibérante :**

Aux termes du Code général des collectivités territoriales et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

**Le Maire propose à l'assemblée délibérante :**

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L. 332-23-1° et L. 332-23-2°,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu le décret n°88-145 **relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,**

Vu les délibérations relatives au régime indemnitaire n° CM/17-0809 du 08 décembre 2017, n° CM/20-0809 du 16 décembre 2020 et CM/22-0106 du 02 février 2022.

Considérant la nécessité de créer 8 emplois non permanents compte tenu :

- d'un accroissement temporaire d'activité
- d'un accroissement saisonnier d'activité

Pour l'année 2026 dans les services suivants :

- Service technique : 3
- Service scolaire : 2
- Service restauration : 2
- Service administratif : 1

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

- à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-1° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs
- à un accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-2° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

Les agents seront recrutés soit à temps complet, soit à temps non complet.

L'agent devra justifier d'un diplôme ou d'une expérience professionnelle dans le secteur de recrutement concerné.

Les emplois seront classés dans les catégories hiérarchiques C et B.

La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération compris entre le minimum et le maximum des barèmes en vigueur par catégorie, à savoir :

**Dans le cadre d'emploi des catégories C :** les indices de rémunération seront fixés au minimum au premier échelon et au maximum au dernier échelon des échelles C1, C2 et C3 selon les barèmes en vigueur.

**Dans le cadre d'emploi des agents de maîtrise :** les indices de rémunération seront fixés au minimum au premier échelon et au maximum au dernier échelon des grades agent de maîtrise et agent de maîtrise principal selon les barèmes en vigueur.

**Dans le cadre d'emploi des catégories B :** les indices de rémunération seront fixés au minimum au premier échelon et au maximum au dernier échelon des 1<sup>er</sup> grade, 2<sup>ème</sup> grade et 3<sup>ème</sup> grade selon les barèmes en vigueur.

Elle prendra en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Enfin le régime indemnitaire suivra les conditions selon les délibérations précitées et votées par l'assemblée délibérante.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :**

- D'adopter la proposition du Maire
- De voter les crédits correspondants au budget
- D'autoriser le Maire à effectuer toute démarche et signature nécessaires à ce dossier
- Que les dispositions de la présente délibération prennent effet à dater du 01/01/2026.

#### **Délibération n° CM/25-0706– Voté à l'unanimité**

##### **OBJET : OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCEs DE DETAIL - ANNEE 2026**

La loi 2015-90 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite aussi « loi Macron », modifie le code du travail, notamment quant aux règles d'ouverture des commerces de détail le dimanche. Cette loi a étendu la possibilité d'ouverture dominicale des commerces de détail, à l'initiative des maires, en portant le nombre de dimanches d'ouverture possible de 5 à 12 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 (articles L3232-26 du Code du Travail).

La liste des dimanches d'ouverture des commerces de détail pour l'année 2026 doit ainsi être arrêtée par le maire avant le 31 décembre 2025 après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés, du conseil municipal de la commune et lorsque le nombre de dimanche d'ouverture excède 5, il est nécessaire d'obtenir l'avis conforme de l'EPCI dont la commune est membre.

Considérant qu'aucune demande d'autorisation d'ouverture n'a été reçue en mairie, le conseil municipal déclare aucune ouverture dominicale de commerces de détail pour l'année 2026.

#### **Délibération n° CM/25-0707– Voté à l'unanimité**

##### **OBJET : NOMS DE VILLAGES – Mise à Jour**

Le Maire rappelle la délibération n° CM/23-0610 du 06 décembre 2023 portant sur l'actualisation des noms de villages.

Il explique qu'il convient d'apporter à la précédente liste quelques corrections de noms et d'orthographe et présente la liste corrigée annexée à la présente délibération.

Après délibération, le conseil municipal :

- Valide les corrections présentées tels qu'annexées à la présente délibération
- Dit que cette liste annule et remplace les listes antérieures
- Dit que la mise à jour sera effectuée sur la Base Adresse Nationale
- Autorise le Maire à signer tout document et faire toutes démarches afférents à cette délibération.

Beau Soleil
Bel Vent
Brard
Brignac
Camboeuf
Chanteloup
Clos de la ville-ès-Hues
Coëtfinet d'en Bas
Coëtfinet d'en Haut
Coëtmihac
Hameau de Trégouët
La Basse Moignerais
La Basse Ruelle
La Bertache
La Bertranmatz
La Billiais
La Boitardais
La Bouëtardais-Est
La Bouteveillais
La Brousse
La Bruyère
La Buzardais
La Carduchais
La Championnais
La Chauvais
La Chelouzaïs
La Chesnaie
La Chirois
La Croix Blanche
La Croix de l'Abbaye
La Croix Rouge
La Dalibardais
La Déroulède
La Favrais-Est
La Favrais-Ouest
La Foresterie
La Fresnais
La Furaudais
La Gauvenais
La Gicquelais
La Giendrotais
La Grande Boixière
La Gromillais
La Hamonais

La Hestrinais
La Hougrais
La Julerie
La Lande Baume
La Lande Pourrie
La Louvelais
La Maison Neuve
La Maraudais
La Murette
La Martinais
La Métairie de la Provostais
La Moignerais
La Motte
La Motte-ès-Rieux
La Noë
La Nogatz
La Pénézais
La Petite Brousse
La Pierdais
La Pironnerie
La Poissonnais
La Ponnellais
La Provostais d'en Haut
La Provostais d'en Bas
La Restais
La Revaudais
La Roche
La Rouaudais
La Rouelle
La Ruelle
La Ruette du Clos Juliot
La Saudrais
La Sébillais
La Tandourie
La Touraudais
La Touraudais d'en Haut
La Ville au Comte
La Ville au Gris
La Ville au Sang
La Ville Buzard
La Ville Deneu
La Ville du Bost
La Ville Eon
La Ville-ès-Ayaux

La Ville-ès-Comtes
La Ville-ès-Denis
La Ville-ès-Fous
La Ville-ès-Moines
La Ville-ès-Riez
La Ville Gout
La Ville Guérin
La Ville Martin
La Ville Michel
La Ville Orieux
La Ville Ory
La Ville Quématz
La Ville Rault
La Ville Verte
La Villette
La Dehaut
Lambaudais
Le Bois Guillaume
Le Bois Hervé
Le Chastel de la Roche
Le Chenot
Le Chesnay
Le Clos de la Croix
Le Clos Prioul
Le Coudray Basile
Le Goulet
Le Grand Ecomatz
Le Gué d'en Bas
Le Gué d'en Haut
Le Haut Bécherel
Le Moulin de Camboeuf
Le Paradis
Le Perrier
Le Petit Coëtfinet
Le Petit Ecomatz
Le Plessix Madeuc
Le Pont au Marais
Le Pont Brûlé
Le Quillieu
Le Val
Le Vau Boulard
Le Vauhesry
Le Vaulambert
Le Vauradeuc
Le Villeu
Le Villeu de Tréguiné

L'Ecomatz
L'Epinette de la Dalibardais
Les Basses Landes
Les Biez
Les Bosses
Les Chênes
Les Clossets - Tréfort
Les Epinettes
Les Gautrais
Les Hannelais
Les Hautes Fosses
Les Hautes Landes
Les Landes
Les Landes du Coudray
L'Hébergement
L'Hôtel Fairier
L'Hôtel Ravard
Lisoreux
Malaquet
Montaflan
Nisnizan d'en Haut
Nisnizan d'en Bas
Pellan
Perrot
Pertan
Putétré
Sainte-Eugénie
Sainte-Hélène
Saint-Uriac
Trédéhan
Tréfort
Tréguiné
Trémeur
Vildé-Bouétard
Villeneuve



**Délibération n° CM/25-0708 – Voté à l'unanimité**

**OBJET : PANNEAUX DE VILLAGES**

Le Maire explique qu'il est nécessaire de revoir la signalétique des villages et présente à l'assemblée 3 modèles de panneaux afin d'émettre un choix.

Après délibération, le conseil municipal :

- Décide de retenir le modèle de panneau annexé à la présente délibération
- Dit que la commission « aménagement du territoire, voirie, assainissement, proximité » se réunira afin de déterminer l'emplacement et le nombre de panneaux fixes et directionnels à commander
- Dit que les crédits sont inscrits au budget
- Autorise le Maire à signer tout document et faire toutes démarches afférents à ce dossier.

Exemple de modèle de panneau retenu :



**Délibération n° CM/25-0709**

**OBJET : ETAT DES DÉLÉGATIONS**  
**INFORMATIONS SUR LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES TTC**

Délégations de compétence par délibération du conseil municipal  
n° CM/20-0214 du 25 mai 2020

- |  |                |
|--|----------------|
| • Rameur et pédalo ski pour musculation + panneau sur voie douce | 4 684.80 € TTC |
| • Film et clips pour serre service technique                     | 1 078.87 € TTC |

**Informations diverses :**

- Rappel de l'inauguration de l'aire multimodale de Sonnenbühl samedi 15/11/2025 à 11 h
- Présentation du projet médiathèque dans le cadre du programme « Villages d'Avenir » au Préfet jeudi 13/11/2025 à Belle Isle en Terre
- L'Archéomusée sera fermé environ 8 mois pour travaux
- Prochain conseil municipal le 17/12/2025

Fait et délibéré les jour, mois, an que dessus.

Alain JAN,  
Maire.

